

Sections de Haute-Garonne

Lettre aux Parlementaires, élus locaux et Partis Politiques de Haute Garonne

Toulouse, le 12 mai 2015

Madame, Monsieur,

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de vous interpeller sur la situation dégradée de l'administration des Finances Publiques. Les missions confiées à la DGFIP sont au cœur du débat public et du pacte républicain : consentement citoyen à l'impôt, lutte contre la fraude fiscale, fiscalité des particuliers et des professionnels, missions cadastrales, gestion et contrôle des collectivités locales,... Cependant, un grand décalage est constaté entre les discours et la réalité.

Alors que la crise civique, économique et politique est profonde dans notre pays, ces missions confiées à la DGFIP méritent un véritable soutien pour garantir l'égalité de traitement des usagers mais aussi des territoires et des collectivités.

Actuellement, les agents des finances publiques sont en première ligne pour accueillir les usagers dans le cadre de la campagne de dépôt annuel des déclarations d'impôt sur le revenu. Or, nous constatons une tension extrême dans nos services et une baisse majeure des moyens pour l'exercice des missions. Dans cette situation, la seule « ligne » de notre direction et du gouvernement est de promouvoir l'usage des téléprocédures et de la dématérialisation sans analyser les besoins profonds des usagers d'un véritable service public humain et de proximité. Tout est fait pour « désintoxiquer l'usager du guichet ». Récemment, les accueils physiques des services de notre administration ont été fortement réduits en organisant des fermetures d'une à deux journées par semaine.

La direction générale prend prétexte de la situation des effectifs pour imposer ces arbitrages néfastes. En plus de la suppression des 30.000 emplois en dix ans à la DGFIP (150 en sept ans pour la Haute Garonne), nous vivons un véritable hold-up insupportable pour les personnels : celui des emplois non pourvus. En dépit des projets d'affectation des effectifs au 1^{er} septembre 2015, ce sont encore 65 emplois de catégories C et B qui ne sont pas pourvus. Sans une évolution rapide, cette situation dégradera encore les conditions de travail et les droits et garanties des personnels, mais ce sera surtout la remise en cause de l'exercice de toutes nos missions. Nous rappelons que ces emplois vacants ont bien été budgétés par le parlement et que la non affectation des personnels correspondants est donc injustifiable.

Nous vous invitons de toute urgence à dénoncer publiquement ces emplois non pourvus par une interpellation de notre Direction locale ainsi que de notre Direction Générale et du Gouvernement. Ces arbitrages, marqués par les politiques d'austérité nationale et européenne, sont clairement contradictoires avec les objectifs du pacte républicain affichés ces derniers mois.

Veuillez recevoir l'expression de nos salutations syndicalistes.

Régis Lagrifoul, secrétaire départemental de Solidaires Finances Publiques 31 et Boris Beaudoin, secrétaire départemental de la CGT Finances Publiques 31

Pour Contact :

Régis Lagrifoul, Solidaires Finances Publiques 31 : 06 52 32 14 9, raix91@hotmail.com

Boris Beaudoin, CGT Finances Publiques 31 : 06 08 77 36 44, boris.beaudoin@orange.fr